



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/251
20 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session

ORDRE D'J JOUR DE LA QUARANTE-SIXIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 20 septembre 1991

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de Malte.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale.
5. Election des bureaux des grandes commissions.
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale.
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau.
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Election d'un membre de la Cour internationale de Justice.
16. Nomination du Secrétaire général.
17. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires :
 - a) Election de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

- b) Election des membres de la Commission du droit international;
 - c) Election de dix-neuf membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
 - d) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - e) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination.
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres et de membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies;
 - g) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - h) Nomination de membres du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme;
 - i) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - j) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
20. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
21. Situation économique critique en Afrique :
- a) Examen et évaluation finals de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990;
 - b) Problèmes des produits de base africains.

22. Programmes et activités en faveur de la paix dans le monde.
23. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine.
24. La situation au Cambodge.
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain.
26. Dixième anniversaire de l'Université pour la paix.
27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique.
28. Question de l'île comorienne de Mayotte.
29. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.
31. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix.
32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
33. Question de Palestine.
34. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes.
35. La situation au Moyen-Orient.
36. Droit de la mer.
37. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.
38. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres.
39. Question des îles Falkland (Malvinas).
40. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est.
41. Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.

42. Agression armée israélienne contre des installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
43. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.
44. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
45. Question de Chypre.
46. Conséquences de l'agression irakienne contre le Koweït et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.
47. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Transparence et réduction des budgets militaires.
48. Respect des accords de limitation des armements et de désarmement.
49. Education et information en matière de désarmement.
50. Application de la résolution 45/48 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).
51. Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales.
52. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.
53. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
54. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
55. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.
56. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
57. Prévention d'une course aux armements dans l'espace.

58. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique.
59. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques).
60. Désarmement général et complet :
- a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Transferts internationaux d'armes;
 - c) Application des résolutions de l'Assemblée générale dans le domaine du désarmement;
 - d) Conversion des ressources militaires à des fins civiles;
 - e) Relation entre le désarmement et le développement;
 - f) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi d'armes radiologiques;
 - g) Désarmement classique;
 - h) Interdiction d'attaquer des installations nucléaires;
 - i) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - j) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement;
 - k) Possibilité d'utiliser à des fins civiles de protection de l'environnement les ressources affectées aux activités militaires;
 - l) Désarmement régional;
 - m) Armements et désarmement navals;
 - n) Désarmement classique à l'échelon régional.
61. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Désarmement régional : rapport du Secrétaire général;
 - b) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - c) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - d) Campagne mondiale pour le désarmement;

- e) Gel des armements nucléaires;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes.
62. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement;
 - d) Conseil consultatif pour les questions sur le désarmement;
 - e) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement;
 - f) Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde;
 - g) Programme global de désarmement;
 - h) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire;
 - i) Prévention d'une guerre nucléaire.
63. Armement nucléaire d'Israël.
64. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
65. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
66. Question de l'Antarctique.
67. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
68. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.
69. Protection et sécurité des petits Etats.

70. Effets des rayonnements ionisants.
71. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
72. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
73. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
74. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
75. Questions relatives à l'information.
76. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies.
77. Développement et coopération économique internationale :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - c) Décennie mondiale du développement culturel;
 - d) Coopération économique et technique entre pays en développement;
 - e) Environnement;
 - f) Désertification et sécheresse;
 - g) Etablissements humains;
 - h) Science et technique au service du développement;
 - i) Esprit d'entreprise;
 - j) Participation effective et intégration des femmes au développement.
78. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.
79. Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures.
80. Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement.

81. Crise de la dette extérieure et développement.
82. Activités opérationnelles de développement :
 - a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - d) Activités de coopération technique des Nations Unies;
 - e) Programme des Volontaires des Nations Unies;
 - f) Programme alimentaire mondial.
83. Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.
84. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe :
 - a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe;
 - b) Programmes spéciaux d'assistance économique.
85. Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola.
86. Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
87. Coopération internationale pour l'étude des effets de la catastrophe de Tchernobyl et une action visant à les atténuer et les limiter.
88. Mise en valeur des ressources humaines.
89. Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement.
90. Coopération en matière de développement industriel et diversification et modernisation des activités productives dans les pays en développement.
91. Assistance d'urgence pour le redressement économique et social du Libéria.
92. Elimination du racisme et de la discrimination raciale.
93. Droit des peuples à l'autodétermination.

94. Développement social :

- a) Questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille;
- b) Prévention du crime et justice pénale.

95. Promotion de la femme.

96. Stupéfiants.

97. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées et questions humanitaires :

- a) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- b) Questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées.

98. Questions relatives aux droits de l'homme :

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les autres moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux.

99. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa g de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

100. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe.

101. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.

102. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

103. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes.

104. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
- a) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
105. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
106. Budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.
107. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993.
108. Planification des programmes.
109. Crise financière actuelle de l'Organisation des Nations Unies.
110. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies.
111. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.
112. Corps commun d'inspection.
113. Plan des conférences.
114. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
115. Questions relatives au personnel :
- a) Composition du Secrétariat;
 - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés;
 - c) Autres questions relatives au personnel.
116. Régime commun des Nations Unies.
117. Régime des pensions des Nations Unies.

118. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
119. Financement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq.
120. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola.
121. Financement du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition.
122. Financement du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale.
123. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
124. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
125. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux :
 - a) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence internationale chargée de définir le terrorisme et de le différencier de la lutte que les peuples mènent pour leur libération nationale.
126. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international.
127. Décennie des Nations Unies pour le droit international.
128. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-troisième session.
129. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-quatrième session.

- 130 Examen du projet d'articles relatifs au statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique et examen des projets de protocoles facultatifs y relatifs.
131. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
132. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
133. Protocole additionnel, relatif aux fonctions consulaires, à la Convention de Vienne sur les relations consulaires.
134. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée.
135. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats.
136. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
- a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
137. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes.
138. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
139. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.
140. Utilisation de l'environnement comme instrument de guerre en période de conflit armé et adoption de mesures pratiques visant à éviter pareille utilisation.
141. Statut d'observateur à l'Assemblée générale pour la Communauté des Caraïbes.
142. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique.
143. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies.
144. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
